



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2024



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -44,032 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2024 s'élève à -44,032 Md€ contre -50,324 Md€ à fin février 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (+6,292 Md€) s'explique, pour le budget général, par une augmentation des

dépenses nettes de 1,050 Md€ et une hausse des recettes nettes de 8,056 Md€, ainsi que par une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,715 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 65,146 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,261 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (3,195 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,207 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,716 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,870 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,913 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,847 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,683 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,652 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,922 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,032 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,832 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin février 2024 s'élèvent à 65,146 Md€ contre 64,096 Md€ à fin février 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (+1,050 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +3,011 Md€ (écart principalement lié à la mission "Défense" pour +2,073 Md€, en raison du dynamisme des dépenses du programme "Préparation et emploi des forces"), des dépenses de personnel pour +1,752 Md€ (hausse prévue en LFI) et des charges de

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 1,797 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (1,511 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,204 Md€, notamment au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,616 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,046 Md€, notamment au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,560 Md€) ;

► **Mission Justice** : 0,976 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Gestion des finances publiques** : 0,899 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,663 Md€).

la dette de l'Etat pour +1,125 Md€ (écart lié à une consommation des crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat" plus précoce qu'en 2023), ainsi qu'à la baisse des dépenses d'intervention pour -5,097 Md€ (essentiellement la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -5,409 Md€, notamment la baisse prévue en LFI des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie).

Recettes du budget général (nettes) : 30,207 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 8,039 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,510 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,425 Md€, dont 1,461 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,302 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,140 Md€, dont 0,603 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,927 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,068 Md€, dont -2,016 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 38,550 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2024 s'élèvent à 38,550 Md€ contre 31,064 Md€ à fin février 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (+7,486 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des recettes de TVA

nette pour +7,783 Md€ (écart principalement lié à un décalage dans le dénouement des opérations comptables de la DGE pour l'échéance de février 2023).

Recettes non fiscales : 1,090 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2024 s'élèvent à 1,090 Md€ contre 1,171 Md€ à fin février 2023 à

périmètre courant, soit une évolution de -0,081 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -9,953 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin février 2024 s'élèvent à -9,953 Md€ contre -10,471 Md€ à fin février 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (+0,518 Md€) s'explique par une

baisse des PSR de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,893 Md€ et une augmentation des PSR de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,375 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 0,520 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin février 2024 s'élèvent à 0,520 Md€ contre

0,386 Md€ à fin février 2023 à périmètre courant, soit une évolution de +0,134 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -9,093 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,312 Md€ et des recettes pour 6,632 Md€ (dont 3,921 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,877 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 2,192 Md€ (dont 2,059 Md€ au titre du paiement des intérêts relatifs à la dette négociable) et des recettes pour 2,096 Md€ (dont 1,559 Md€ au titre d'abondements par le budget général) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin février 2024 s'élève à -9,093 Md€ contre -8,378 Md€ à fin février 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,715 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de -0,810 Md€

► Le compte « **Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 1,450 Md€, correspondant à des avances versées à l'agence de services et de paiement au titre des aides communautaires de la PAC.

(dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -0,533 Md€, écart principalement lié aux opérations intervenues en 2023, de reprise par l'Etat de la dotation en numéraire de l'établissement public Bpifrance et d'achat d'actions et d'OCEANES de la société EDF).

Dettes financières de l'Etat au 29 février 2024 : 2 513,411 Md€

La dette financière est en augmentation de 52,060 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +50,084 Md€

et des BTF à hauteur de +4,605 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,629 Md€).



	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumul	
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-18 290	-44 032	-50 324	-50 324	6 292
Dépenses du budget général (nettes)	26 668	65 146	64 096	64 096	1 050
Recettes du budget général (nettes)	14 333	30 207	22 150	22 150	8 056
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	8 039	10 375	10 528	10 528	-153
- IS *	-369	142	8	8	134
- TICPE	1 302	2 292	2 506	2 506	-215
- TVA	6 510	18 536	10 754	10 754	7 783
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 955	-9 093	-8 378	-8 378	-715

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-4 282	154 772
Dette financière de l'Etat	20 294	2 513 411

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumul
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	12 572	25 766	24 014	24 014	1 752
Dépenses de fonctionnement	3 516	12 950	9 939	9 939	3 011
Charges de la dette de l'Etat	1 559	2 120	994	994	1 125
Dépenses d'investissement	963	3 728	3 477	3 477	251
Dépenses d'intervention	7 999	19 271	24 369	24 369	-5 097
Dépenses d'opérations financières	58	173	227	227	-54
Total des dépenses (nettes) (I)	26 668	65 146	64 096	64 096	1 050
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	18 545	38 550	31 064	31 064	7 486
Recettes non fiscales	564	1 090	1 171	1 171	-81
Prélèvements sur recettes	-4 994	-9 953	-10 471	-10 471	518
Fonds de concours et attributions de produits	219	520	386	386	134
Total des recettes (nettes) (II)	14 333	30 207	22 150	22 150	8 056
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	19 328	40 160	32 621	32 621	7 539
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-12 335	-34 939	-41 946	-41 946	7 006
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-308	154	964	964	-810
Solde des comptes de concours financiers	-5 527	-9 365	-9 749	-9 749	384
Solde des comptes de commerce	-92	133	406	406	-273
Solde des comptes d'opérations monétaires	-114	-108	-1	-1	-108
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 955	-9 093	-8 378	-8 378	-715
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-18 290	-44 032	-50 324	-50 324	6 292



	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumul
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 572	25 766	24 014	24 014	1 752
Rémunérations d'activité	7 433	15 012	13 826	13 826	1 185
Cotisations et contributions sociales	4 997	10 516	9 991	9 991	525
Prestations sociales et allocations diverses	143	239	196	196	42
AUTRES TITRES	14 096	39 380	40 082	40 082	-702
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 516	12 950	9 939	9 939	3 011
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 116	6 798	4 616	4 616	2 182
Subventions pour charges de service public	1 400	6 152	5 323	5 323	829
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	1 559	2 120	994	994	1 125
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 559	2 120	994	994	1 125
Titre 5 - Dépenses d'investissement	963	3 728	3 477	3 477	251
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	676	2 576	2 269	2 269	307
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	287	1 152	1 208	1 208	-56
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	7 999	19 271	24 369	24 369	-5 097
Transferts aux ménages	3 931	10 134	11 715	11 715	-1 581
Transferts aux entreprises	1 760	3 189	6 901	6 901	-3 713
Transferts aux collectivités territoriales	876	2 165	2 367	2 367	-202
Transferts aux autres collectivités	1 282	3 512	3 265	3 265	247
Appels en garantie	149	271	120	120	151
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	58	173	227	227	-54
Prêts et avances	0	0	2	2	-2
Dotations en fonds propres	58	59	103	103	-44
Dépenses de participations financières	0	114	122	122	-8
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	26 668	65 146	64 096	64 096	1 050



	Mois de février		Cumul à fin février 2024		Cumul à fin février 2023 retraité		Cumul à fin février 2023 consommé		Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023		
							retraité		
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	231	206	674	585	556	556	29		
Action de la France en Europe et dans le monde	186	164	479	396	307	307	90		
Diplomatie culturelle et d'influence	21	19	150	147	125	125	21		
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	24	46	42	124	124	-82		
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	414	386	792	712	695	695	18		
Administration territoriale de l'Etat	208	207	433	416	382	382	34		
Vie politique	69	56	72	57	69	69	-12		
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	137	124	286	239	243	243	-4		
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	211	195	500	476	479	479	-3		
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	107	89	305	284	297	297	-13		
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	58	59	102	98	92	92	5		
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	47	47	93	94	90	90	4		
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	0	0	0	0	0		
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	29	80	245	343	426	426	-82		
Aide économique et financière au développement	1	1	-83	115	228	228	-113		
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0		
Solidarité à l'égard des pays en développement	28	78	329	228	198	198	30		
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0		
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	234	21	1 301	1 012	1 100	1 100	-89		
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	233	21	1 225	990	1 088	1 088	-98		
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	76	22	13	13	9		
COHESION DES TERRITOIRES	535	289	13 837	1 958	3 422	3 422	-1 463		
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	352	92	430	102	57	57	46		
Aide à l'accès au logement	0	0	13 223	1 653	3 340	3 340	-1 688		
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	176	184	174	187	16	16	171		
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-1	6	-1	6	1	1	5		
Politique de la ville	0	0	0	1	0	0	0		
Interventions territoriales de l'Etat	8	7	11	10	8	8	2		
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	103	101	170	162	154	154	7		
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	36	85	77	73	73	4		
Conseil économique, social et environnemental	44	44	44	44	44	44	0		
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	21	41	41	37	37	3		
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0		
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0		
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0		
CULTURE	178	179	388	323	306	306	16		
Patrimoines	35	33	38	53	45	45	8		
Création	63	68	151	72	53	53	19		
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	13	15	69	67	88	88	-21		
Soutien aux politiques du ministère de la culture	67	64	131	131	121	121	10		
DEFENSE	3 770	3 716	7 724	12 429	9 810	9 810	2 619		
Environnement et prospective de la politique de défense	451	87	501	333	348	348	-14		
Préparation et emploi des forces	1 040	913	2 270	4 083	2 079	2 079	2 004		
Soutien de la politique de la défense	1 902	1 870	4 296	4 371	4 034	4 034	337		
Equipement des forces	378	847	657	3 641	3 349	3 349	292		
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	100	80	254	139	111	111	28		
Coordination du travail gouvernemental	97	74	194	115	89	89	27		
Protection des droits et libertés	3	6	60	24	22	22	2		
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	480	837	3 120	2 621	8 133	8 133	-5 513		
Infrastructures et services de transports	-103	139	213	251	201	201	50		
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	12	9	49	24	16	16	8		
Paysages, eau et biodiversité	6	6	115	44	38	38	6		
Expertise, information géographique et météorologie	10	10	450	157	142	142	16		
Prévention des risques	28	43	112	56	50	50	6		
Energie, climat et après-mines	168	269	760	699	1 335	1 335	-637		
Service public de l'énergie	99	99	710	710	5 556	5 556	-4 845		
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	248	245	697	654	622	622	32		
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	173	173	-173		
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	12	17	12	24	0	0	24		



	Mois de février		Cumul à fin février 2024		Cumul à fin février 2023 retraité	Cumul à fin février 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.							
ECONOMIE	247	280	1 108	555	978	978	-423
Développement des entreprises et régulations	196	206	723	412	832	832	-420
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	39	36	72	68	71	71	-3
Stratégies économiques	12	38	312	74	75	75	-1
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1 615	1 797	2 437	2 495	1 087	1 087	1 407
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	1 511	1 511	1 943	1 943	821	821	1 121
Appels en garantie de l'Etat	36	149	282	271	236	236	36
Epargne	20	20	35	35	30	30	5
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	48	48	177	177	0	0	177
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	69	0	69	0	0	69
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 211	7 261	15 454	15 116	13 953	13 953	1 164
Enseignement scolaire public du premier degré	2 207	2 207	4 482	4 478	4 197	4 197	281
Enseignement scolaire public du second degré	3 188	3 195	6 750	6 605	6 034	6 034	571
Vie de l'élève	740	777	1 744	1 651	1 616	1 616	36
Enseignement privé du premier et du second degrés	720	703	1 736	1 679	1 478	1 478	201
Soutien de la politique de l'éducation nationale	223	213	423	418	389	389	29
Enseignement technique agricole	134	166	318	285	239	239	46
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	1 010	899	1 926	1 702	1 673	1 673	29
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	753	663	1 451	1 277	1 253	1 253	24
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	116	102	192	161	165	165	-3
Facilitation et sécurisation des échanges	141	134	283	264	255	255	8
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	164	168	303	290	318	318	-28
Immigration et asile	104	108	243	230	244	244	-15
Intégration et accès à la nationalité française	60	60	60	60	74	74	-14
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	0	7	0	7	0	0	7
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	7	0	7	0	0	7
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0	0
JUSTICE	1 063	976	2 375	2 096	1 909	1 909	187
Justice judiciaire	407	395	862	816	715	715	101
Administration pénitentiaire	449	370	850	787	699	699	87
Protection judiciaire de la jeunesse	101	96	315	168	166	166	2
Accès au droit et à la justice	58	52	204	193	221	221	-28
Conduite et pilotage de la politique de la justice	48	62	144	132	106	106	25
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	73	107	128	128	39	39	88
Presse et médias	4	38	58	58	39	39	19
Livre et industries culturelles	70	69	70	70	0	0	70
OUTRE-MER	1 060	475	1 146	544	103	103	442
Emploi outre-mer	1 038	410	1 069	431	45	45	386
Conditions de vie outre-mer	22	66	77	113	58	58	56
PLAN DE RELANCE	-2	85	-3	96	180	180	-84
Écologie	-1	73	-3	80	143	143	-63
Compétitivité	-1	13	-1	16	28	28	-12
Cohésion	0	0	0	0	9	9	-9
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de février		Cumul à fin février 2024		Cumul à fin février 2023 retraité	Cumul à fin février 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 783	1 204	20 727	6 047	5 187	5 187	860
Formations supérieures et recherche universitaire	8	38	14 093	3 587	3 497	3 497	90
Vie étudiante	1 707	385	2 534	906	660	660	245
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 743	616	1 746	618	150	150	468
Recherche spatiale	0	0	1 062	426	448	448	-23
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	20	929	328	322	322	6
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	302	121	302	121	6	6	115
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	49	49	-49
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	25	62	62	56	56	6
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	665	527	5 623	1 487	1 463	1 463	24
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	665	364	3 928	1 018	1 006	1 006	12
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	65	721	197	201	201	-4
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	99	973	272	257	257	16
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-6	0	-11	0	322	322	-322
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-11	0	-16	0	321	321	-321
Concours spécifiques et administration	5	0	5	0	1	1	-1
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 535	9 553	25 324	25 312	22 914	22 914	2 398
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 168	9 186	24 214	24 202	22 045	22 045	2 157
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	367	367	1 110	1 111	869	869	241
SANTE	1 102	459	1 151	481	462	462	19
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	31	31	80	53	30	30	23
Protection maladie	1 071	428	1 071	428	432	432	-4
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	2 012	1 922	3 962	3 793	3 587	3 587	206
Police nationale	1 066	1 032	2 127	2 021	1 886	1 886	135
Gendarmerie nationale	885	832	1 731	1 659	1 589	1 589	70
Sécurité et éducation routières	6	3	19	8	3	3	5
Sécurité civile	56	55	85	105	109	109	-4
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	2 291	2 683	27 191	4 923	4 823	4 823	100
Inclusion sociale et protection des personnes	2 224	1 652	12 831	2 617	2 522	2 522	95
Handicap et dépendance	0	980	13 635	1 960	1 960	1 960	0
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	1	1	-1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	66	50	724	345	340	340	6
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	511	242	647	321	87	87	234
Sport	12	32	147	80	72	72	8
Jeunesse et vie associative	498	210	500	211	15	15	196
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	30	0	0	30
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	128	71	135	97	72	72	26
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	2	29	2	45	35	35	9
Transformation publique	2	8	4	12	17	17	-5
Innovation et transformation numériques	1	1	2	1	0	0	1
Fonction publique	119	30	120	33	13	13	20
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	7	7	7	7	0
TRAVAIL ET EMPLOI	839	1 046	2 662	1 961	716	716	1 245
Accès et retour à l'emploi	589	428	2 246	877	511	511	366
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	179	560	294	973	94	94	880
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	1	4	1	9	9	-8
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	68	57	117	109	102	102	7
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	39 588	35 854	142 430	89 348	86 141	86 141	3 207
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	30 420	26 668	118 216	65 146	64 096	64 096	1 050

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin février		Ecart cumul
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 271	16 757	16 677	16 677	79
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	140	232	231	231	1
Impôt sur les sociétés (C)	484	1 972	2 018	2 018	-46
Impôt sur les sociétés	480	1 952	1 995	1 995	-43
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	4	21	24	24	-3
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 140	2 923	3 267	3 267	-344
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	136	288	351	351	-63
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	254	808	932	932	-124
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	72	191	106	106	85
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	4	1	1	3
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	4	2	2	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	4	2	2	2
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	23	22	22	1
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	603	1 477	1 551	1 551	-74
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	0	0	0	0	0
Taxe d'habitation sur les résidences principales	8	17	236	236	-219
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	18	42	40	40	2
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Recettes diverses	34	61	17	17	44
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 602	2 738	2 859	2 859	-121
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 668	32 902	23 138	23 138	9 764
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 425	5 228	4 918	4 918	310
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	37	73	67	67	5
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	34	36	36	-1
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	12	24	24	-12
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	244	627	610	610	17
Mutations à titre gratuit par décès	1 217	2 048	1 936	1 936	112



	Mois		Cumul à fin février		Ecart cumulé
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.				
Contribution de sécurité immobilière	53	117	138	138	-21
Autres conventions et actes civils	30	72	68	68	4
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	46	102	96	96	5
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	53	87	81	81	6
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	20	64	31	31	32
Timbre unique	21	85	94	94	-9
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	0	120	15	15	104
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	4	6	0	0	6
Autres taxes intérieures	6	423	572	572	-149
Autres droits et recettes accessoires	0	1	1	1	0
Amendes et confiscations	4	7	7	7	0
Taxe générale sur les activités polluantes	1	9	4	4	5
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	16	18	19	19	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	9	159	156	156	3
Autres droits et recettes à différents titres	0	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	8	8	8	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	1	1	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	227	299	260	260	39
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	67	129	128	128	2
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	70	33	33	37
Prélèvement sur les paris sportifs	64	135	77	77	58
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	11	22	14	14	8
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	82	244	284	284	-40
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	159	206	156	156	50
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	27 731	62 752	53 109	53 109	9 643
TOTAL GENERAL (net)	18 545	38 550	31 064	31 064	7 486

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin février		Ecart cumulé
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	2	2	-2
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	2	2	-2
Produits du domaine de l'Etat (B)	182	251	244	244	7
Revenus du domaine public non militaire	103	106	99	99	7
Autres revenus du domaine public	1	1	0	0	0
Revenus du domaine privé	54	70	74	74	-5
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	24	75	71	71	4
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	88	166	212	212	-46
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	1	1	1	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	87	163	209	209	-46
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1	0
Autres recettes diverses	0	1	1	1	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	22	64	48	48	16
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	2	0	0	2
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	4	4	1	1	3
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	4	1	1	2
Intérêts des autres prêts et avances	9	26	10	10	15
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	3	16	12	12	3
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	4	6	23	23	-17



	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumulé	
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	194	344	279	279	65
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	39	47	122	122	-75
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	30	3	3	27
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	2	2	-1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	106	220	106	106	114
Frais de poursuite	0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	1	1	1	1	1
Divers (F)	77	265	386	386	-122
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	6	106	106	-100
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	0	21	27	27	-7
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	2	2	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	1	1	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	1	1	1	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1	0
Récupération d'indus	2	8	14	14	-6
Recouvrements après admission en non-valeur	9	22	16	16	5
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	10	6	6	4
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	7	6	6	1
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	35	90	62	62	28
Produits divers	2	3	3	3	0
Autres produits divers	17	93	141	141	-47
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	564	1 090	1 171	1 171	-81



	Mois		Cumul à fin février		Ecart cumul
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 068	-6 262	-5 887	-5 887	-375
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 016	-4 023	-4 009	-4 009	-14
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-1	0	0	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-402	-1 051	-776	-776	-275
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1	-1	-13	-13	12
Dotations élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-4	-4	4
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-239	-474	-478	-478	4
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-6	-6	-3	-3	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-18	-18	-18	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	1	1	0	0	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-15	-15	-15	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	1	28	28	-27
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-389	-672	-594	-594	-78
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumulé	
	Février	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	2	-1	0	0	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 927	-3 691	-4 584	-4 584	893
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 994	-9 953	-10 471	-10 471	518
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	158	293	332	332	-39
Fonds de concours - coopération internationale	62	227	54	54	172
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	219	520	386	386	134

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Février 2024**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de février		Cumul à fin février									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 571	5 263	11 252	13 705	13 705	11 406	14 670	14 670	154	964	964	-810	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	23	130	39	27	27	309	273	273	270	246	246	24	
Développement agricole et rural	0	5	0	0	0	8	8	8	8	8	8	0	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	1	32	1	50	50	63	32	32	62	-18	-18	80	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	18	41	34	41	41	63	133	133	29	91	91	-63	
Participations financières de l'Etat	115	14	343	3 332	3 332	20	3 542	3 542	-323	209	209	-533	
Pensions	5 414	5 043	10 835	10 255	10 255	10 942	10 682	10 682	108	428	428	-320	
Comptes de concours financiers	12 198	6 671	22 972	20 811	20 811	13 607	11 061	11 061	-9 365	-9 749	-9 749	384	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	336	9	671	636	636	13	15	15	-658	-621	-621	-37	
Avances aux collectivités territoriales	10 312	6 632	20 674	18 944	18 944	13 545	11 040	11 040	-7 128	-7 904	-7 904	776	
Prêts à des Etats étrangers	98	7	150	19	19	10	4	4	-140	-15	-15	-124	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3	22	27	42	42	22	3	3	-5	-39	-39	34	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1 450	1	1 450	1 170	1 170	16	0	0	-1 434	-1 170	-1 170	-264	
Comptes de commerce	2 796	2 704	4 043	2 919	2 919	4 177	3 325	3 325	133	406	406	-273	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	80	74	163	181	181	355	242	242	191	61	61	130	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	16	34	28	28	33	28	28	-1	0	0	-2	
Couverture des risques financiers de l'Etat	383	383	385	255	255	385	255	255	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	53	125	113	70	70	207	70	70	94	0	0	94	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	2 192	2 096	3 178	1 494	1 494	3 179	1 612	1 612	2	118	118	-117	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	1	0	0	0	0	0	-1	0	0	-1	
Opérations commerciales des domaines	7	8	13	9	9	13	11	11	1	2	2	-2	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	6	4	4	4	3	3	-1	-1	-1	0	
Soutien financier au commerce extérieur	61	0	151	878	878	0	1 103	1 103	-151	225	225	-376	
Comptes d'opérations monétaires	120	6	226	7	7	117	6	6	-108	-1	-1	-108	
Emission des monnaies métalliques	34	5	34	5	5	19	6	6	-14	1	1	-16	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	86	0	192	2	2	98	0	0	-94	-2	-2	-92	
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	20 685	14 644	38 494	37 442	37 442	29 307	29 062	29 062	-9 187	-8 380	-8 380	-807	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	20 599	14 644	38 301	37 440	37 440	29 209	29 062	29 062	-9 093	-8 378	-8 378	-715	



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-88	367
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	82	5 997
		Total organismes à caractère financier	6 381	-7	6 374
	CEPL	Régions	1 768	416	2 184
		Départements	8 968	-2 979	5 989
		Communes	31 023	-2 147	28 876
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-854	18 540
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-119	2 122
		Autres	9 692	-297	9 395
		Total CEPL	73 086	-5 981	67 105
	Etablissements publics de santé	8 361	-863	7 499	
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	-1 660	19 312
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	228	19 992
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	1 083	6 401
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	-633	1 881
		Total établissements publics nationaux	48 568	-981	47 587
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	7 564	-75	7 489	
	Union européenne	3 650	-3 036	614	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	33	6 097	
	GIP	2 103	196	2 298	
	EPLÉ	2 773	778	3 552	
	Autres correspondants	3 321	-79	3 242	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	0	131	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 392	928	15 320		
Total Dépôts de fonds du Trésor	162 003	-10 015	151 988		
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	199	2 619	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	22	132	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	0	32	
	Total Comptes à terme	2 563	221	2 784	
Total Passif (A)		164 566	-9 794	154 772	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-9 794	154 772	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	54 689	2 484 674
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	50 084	2 310 852
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	50 084	2 310 852
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 989 405	24 582	2 013 987
- <i>taux variable</i>	271 362	25 502	297 865
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	4 605	173 822
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	4 605	173 822
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 629	28 737
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	52 060	2 513 411



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2023 exécuté ». Ces chiffres seront retraités, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2024.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.